

PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de l'environnement et des affaires foncières

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT LA MISE EN OEUVRE D'UN  
TRAITEMENT DE LA SOURCE DE POLLUTION PAR DES HYDROCARBURES DU  
SITE DES ENTREPÔTS PÉTROLIERS PROVENÇAUX DE LE PONTET

n° SI 2009-01-30-0090-PREF

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement, notamment le Livre V - Titre 1er ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU le Code de la santé publique ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 modifié en dernier lieu le 4 avril 2003 autorisant la société Entrepôts Pétroliers Provençaux à exploiter un dépôt d'hydrocarbures à LE PONTET ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2008-06-26 0040 du 26 juin 2008 relatif à une pollution accidentelle aux hydrocarbures sur le site industriel de la société Entrepôts Pétroliers Provençaux
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées n° D/GS84/200804260 en date du 18 novembre 2008 ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques technologiques et sanitaires en date 18 décembre 2008 ;

**CONSIDÉRANT** que la société Entrepôts Pétroliers Provençaux a mis en évidence une pollution aux hydrocarbures sur son site industriel "EPP VENTOUX " de Le Pontet ;

**CONSIDÉRANT** que Monsieur le Préfet de Vaucluse a prescrit à la société Entrepôts Pétroliers Provençaux :

- des mesures de surveillance de l'évolution de la pollution, notamment dans les eaux souterraines ;
- une étude des techniques de traitement de la source de pollution ;
- un contrôle des canalisations enterrées.

**CONSIDÉRANT** que la société Entrepôts Pétroliers Provençaux a mis en place un suivi analytique pour surveiller l'évolution de la pollution dans les eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** que la société Entrepôts Pétroliers Provençaux a proposé une technique de traitement de la source de pollution ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer les objectifs de dépollution pour ce traitement ;

**CONSIDÉRANT** que la société Entrepôts Pétroliers Provençaux a réalisé un contrôle de l'étanchéité de toutes les canalisations enterrées ;

**CONSIDÉRANT** que la société Entrepôts Pétroliers Provençaux a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse d'un projet de remplacement de toutes les canalisations enterrées,

**CONSIDÉRANT** de plus que la société Entrepôts Pétroliers Provençaux s'engage, dans l'attente de la décision, à mettre en place :

- un suivi quotidien des stocks (comparaison entre les jaugeages physiques et les stocks comptables) permettant d'alerte en cas d'anomalie ;
- un contrôle bihebdomadaire de l'absence de flottant dans les piézomètres situés en aval hydraulique des canalisations afin de déceler toute fuite d'hydrocarbure ;
- un contrôle annuel de l'étanchéité des canalisations enterrées.

**CONSIDÉRANT** dans ces conditions qu'il n'est pas opportun d'engager immédiatement des contrôles de l'état externe des canalisations enterrées ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

La société Entrepôts Pétroliers Provençaux, pour son site industriel "EPP VENTOUX " de Le Pontet, est tenue de mettre en œuvre un traitement de la source de pollution aux hydrocarbures sur son site industriel EPP Ventoux à Le Pontet conformément aux recommandations du rapport n°Rav2319A/A.16391/CAvZ081222 d'août 2008 de la société BURGEAP

La société Entrepôts Pétroliers Provençaux vérifie périodiquement l'avancement de la dépollution et informe l'inspection des installations classées au moins mensuellement.

Un rapport final de fin de chantier, démontrant notamment l'efficacité des opérations de dépollution, est adressé sous deux mois après la fin des travaux à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 2 :**

Les dispositions du troisième tiret de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°2008-06-26 0040 du 26 juin 2008 sont abrogées.

### **ARTICLE 3 :**

La société Entrepôts Pétroliers Provençaux met en place, dans l'attente du remplacement des canalisations enterrées (2010 pour les lignes de distribution des produits au niveau du parc de stockage vers la pomperie et 2011/2012 pour celles au niveau de la pomperie vers les postes de chargement), :

- un suivi quotidien des stocks (comparaison entre les jaugeages physiques et les stocks comptables) permettant d'alerter en cas d'anomalie. Un registre relatif à ce suivi des stocks, rapidement consultable et éventuellement informatisé, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées ;

- un contrôle bihebdomadaire de l'absence de flottant dans au moins quatre piézomètres situés en aval hydraulique des canalisations afin de déceler toute fuite éventuelle d'hydrocarbure ;
- un contrôle annuel de l'étanchéité de toutes les canalisations enterrées en service entre les bacs de stockage, la pomperie et les postes de chargement.

#### **ARTICLE 4 :**

Faute pour la société Entrepôt Pétroliers Provençaux, de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.1 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le tribunal administrative de Nîmes.

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'affichage ou de la publication desdits actes.

#### **ARTICLE 6 :**

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le maire de Le Pontet, l'inspecteur des installations classées, le lieutenant colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé

Avignon le 30 janvier 2009

Pour le préfet  
La secrétaire générale

  
Agnès PINAULT